

6 Société et Culture

Pour un meilleur encadrement sanitaire tout au long de la CAN Total 2017
Plan d'intervention et consignes particulières du ministère de la Santé

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

Le département de la Santé, par la voix de son conseiller en communication, Marie Josée Ndombi, a annoncé, vendredi, la mise en place d'un dispositif spécial de prise en charge médicale, de contrôle des denrées alimentaires, entre autres, durant ce rassemblement footballistique continental, qui démarre ce samedi.

A événement spécial, mobilisation particulière.

Dès ce samedi, à partir de 17 heures, notre pays organise, pour la deuxième fois, en moins de cinq ans, la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football, édition 2017. Comme corollaire direct de cette fête continentale du football, l'afflux massif de visiteurs étrangers et les mouvements de personnes en tous genres. Pour la circonstance, le ministère de la Santé publique et de la Population a pris des mesures qui s'imposent, à travers la mise sur pied d'un comité santé. Par la voix de son conseiller en communica-



Marie Josée Ndombi, conseiller en communication, annonçant les mesures sanitaires prises pour la Can 2017.

tion, Marie Josée Ndombi, le ministre Léon N'zouba a annoncé, vendredi, un plan d'intervention avec, notamment, un dispositif spécial de prise en charge

médicale, sur toute l'étendue du territoire national, surtout dans les provinces qui abritent la compétition. Mais également le renforcement de la sécurité sanitaire aux frontières, une veille sanitaire accrue, du fait de la situation géographique de notre pays (la sous-région Afrique centrale étant marquée par des turbulences épidémiques telles que le choléra, la poliomyélite, la fièvre jaune, la rougeole, etc.). « Ce plan d'intervention de santé publique intègre les préoccupations des intervenants et les attentes des

populations », souligne la source ministérielle. Précisant que des consignes particulières ont été données aux postes-frontières pour un contrôle de denrées alimentaires et des carnets de vaccination, avec un accent sur la fièvre jaune dont le vaccin est obligatoire pour tout séjour au Gabon. Les agents du ministère de la Santé commis à ces différentes tâches sont à pied d'œuvre pour assurer, de façon efficiente, les missions qui leur ont été assignées pour une Can 2017 sans risques sanitaires.

Front social/Grève illimitée à Shell Gabon
Le mouvement va-t-il s'enliser ?

Anita Jordanah TSOUNBA
Libreville/Gabon

EN grève depuis près de 48 h, les employés de Shell Gabon n'ont toujours enregistré aucune avancée quant à leur mouvement d'humeur. Mobilisés vendredi à leur siège de Gabon Mining de Libreville, ils sont revenus sur les raisons de cet arrêt de travail et les risques encourus en cas d'enlissement de celui-ci. « Nous sommes toujours en négociations. A ce jour, nous n'avons pas d'avancées matérielles, parce que nous sommes toujours à la recherche d'un compromis global pour sortir, le plus tôt possible, de cette crise qui pénalise autant tous les acteurs, aussi bien les employés, l'employeur, l'État que les opérateurs économiques partenaires », a indi-



Sur les banderoles accrochées au bâtiment du siège de Gabon Mining, on peut lire les revendications des grévistes. Photo de droite : Les agents de Shell Gabon au piquet de grève vendredi à Libreville.

qué JB Akoe-Mba, employé et membre de l'équipe de négociation. En effet, la grogne des employés de Shell découle de la perspective de leur employeur, opérateur historique depuis près de 56 ans de production, de se retirer du paysage gabonais, notamment en ce qui concerne ses actifs terres-

tres. On parle notamment du Fonds d'investissement américain Carlyle group et de la compagnie pétrolière et gazière européenne Pérenco, qui se seraient démarqués lors du deuxième tour d'enchères pour la reprise de ces actifs. Ce qui suscite un certain nombre d'interrogations chez les employés, aussi



Les agents de Shell Gabon au piquet de grève vendredi à Libreville.

bien en terme de perspectives professionnelles que d'avenir. Mais également en terme de valeur ajoutée inhérente au départ d'un major, que ce soit sur les standards, les modes d'opération, le développement professionnel, les perspectives à l'international, mais aussi la garantie de l'emploi.

« On sait qui on perd, mais on ne sait pas qui on gagne! En ce qui concerne notre employeur, on connaît ses valeurs, mais nous ne savons pas ce qu'il en est des potentiels repreneurs en cas de reprise », ont laissé entendre certains. Notons que Shell, numéro 2 dans l'industrie pétrolière, tous secteurs d'acti-

vités confondus, a à son actif 2 milliards de barils d'or noir produits, plus de 30 milliards de bénéfices engrangés, qui ont notamment permis au Groupe d'acquérir plusieurs actifs partout à travers le monde dont le Gabon. « Nous sommes plutôt proche d'une solution que d'un enlissement et nous invitons l'État, puissance publique, à inviter Shell à faire le nécessaire pour que chaque partie soit gagnante. On dit qu'avant de faire un nouveau mariage, il faut d'abord faire un divorce dans les normes. Et c'est ce que les employés de Shell comptent faire avec les différentes parties prenantes. Et nous ne doutons pas que l'État va nous accompagner dans cette sortie de crise, et nous restons sereins », a confié M. Akoé-Mba.

Éducation/Enseignement pré-primaire
Enfin des supports didactiques pour enseignants et élèves

IMM
Libreville/Gabon

Constitués de guides pédagogiques pour enseignants, des livrets individuels de compétences et d'évaluation des élèves, ils comblent désormais l'absence de programmes officiels d'enseignement dans ce cycle d'initiation des apprentissages. C'est le fruit d'un long travail validé par l'Institut pédagogique national (IPN).

APRÈS de longues années de dur labeur et moult tracaseries, l'inspecteur pédagogique, Marcelline Obone Nguema, directrice adjointe de l'Enseignement pré-primaire au ministère de l'Éducation nationale, vient de réussir un pari, celui de doter ce cycle d'initiation des apprentis-



L'inspecteur pédagogique du pré-primaire, Marcelline Obone Nguema, satisfaite d'un projet abouti.

sages de supports didactiques authentifiés par l'Institut pédagogique national (IPN). Il s'agit de guides pédagogiques des enseignants prenant en compte le profil de sortie des élèves du cycle pré-primaire, de la petite, moyenne et grande sections, des livrets individuels de compétences, une

sorte des livrets scolaires pour évaluer les compétences des apprenants dans chacun des trois domaines d'apprentissage, à savoir : l'éducation psychomotrice et artistique (éducation physique, art plastique et musical), la communication avec les activités langagières, l'éveil scientifique, technolo-



Une vue des manuels bientôt vulgarisés dans l'enseignement pré-primaire.

gique, l'écologie environnement et citoyenneté. Grâce à ces manuels scolaires dont la philosophie conceptuelle repose sur la pédagogie de l'intégration, qui voudrait que l'enseignement s'adapte au milieu immédiat de l'enfant pour la réussite du grand nombre d'élèves, l'auteure a avancé la science par ses

travaux et, surtout, a permis au système éducatif gabonais de marquer un pas de plus dans la recherche de meilleures conditions d'apprentissage des élèves et de travail des enseignants. Car, il faut noter que depuis l'institution en 1999 de classes pré-primaires au Gabon, ce cycle n'avait

pas, jusque-là, de programmes officiels d'enseignement. Enseignants et encadreurs pédagogiques "bricolaient", chacun dans son bassin pédagogique, pour dispenser les cours aux élèves. Ce qui constituait une cacophonie au sein de ce niveau d'enseignement. Aujourd'hui, c'est un ouf de soulagement que poussent les praticiens des classes pré-primaires, qui voient en ces outils didactiques une amélioration de leur activité pédagogique. Ils avaient d'ailleurs manifesté leur joie, il y a deux ans, lors de la présentation officielle de ces manuels à l'ex-ministre de l'Éducation nationale, Séraphin Moundounga. En attendant la distribution de ces manuels dans les écoles, l'heure est actuellement à la formation des formateurs, pour l'efficacité de leur exploitation.